



RENTÉE SCOLAIRE 2025

LES PARENTS DANS LA TOURMENTE

Entre obstacles financiers, choix des établissements et indisponibilité des manuels scolaires, les difficultés semblent plus accrues pour les ménages en cette période de rentrée des classes.



La Lettre du CEFAN

GRATUIT

Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du Projet "Éducation à Voix Haute" / "Education Out Loud" - 2^{ème} Trimestre 2025



EXAMENS OFFICIELS

EMBELLIE

TROMPEUSE

- Comparés à ceux de 2024, les taux de réussite aux examens officiels organisés sous l'égide du MINEDUB et du MINESEC sont en augmentation cette année.
- Le nombre d'élèves tenus en échec reste cependant très élevé, soit environ 300 000 selon les estimations.
- Mauvaise qualité des enseignements, conditions d'apprentissage inadéquates et impacts des phénomènes sociétaux justifient la situation. [Lire le dossier de la rédaction PP 6 – 7](#)

**STRATÉGIE SECTORIELLE DE
L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION**



RÉSULTATS MITIGÉS DES RÉFORMES. P11

Malgré les efforts structurels dans la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation, les effets sont contrastés et imposent son réajustement.



JOSUÉ BALOMA,
COORDONNATEUR NATIONAL DU CEFAN

«Je suis satisfait de la manière dont les différents segments de la coalition opèrent». P 5



Par Josué Baloma,
Coordonnateur National du CEFAN

Il faut sauver l'école camerounaise !

aux élèves des contenus d'apprentissage adaptés et des cadres de formation adéquats. Comment nos enfants apprennent-ils ? Dans quelles conditions fréquentent-ils les « temples du savoir » ? Quelle est la qualité des enseignements et quel est le niveau des enseignants ? Ce sont autant de questions, et bien d'autres, qui interpellent les pouvoirs publics et le système éducatif.

Augmenter le financement de l'éducation

L'Etat camerounais, au lieu de chercher à se dédouaner en rejetant la faute à la société, devrait plutôt se regarder dans la glace et constater qu'il est temps, plus que jamais, d'agir efficacement pour atteindre des niveaux de taux de réussites excellents, s'ils ne sont pas parfaits. Reconnaissons-le, des réformes sont faites qui auraient dû permettre de redresser la barre. Mais, que peuvent bien les réformes si elles ne sont pas accompagnées du « nerf de la guerre ». L'Etat du Cameroun doit prendre la pleine mesure de la situation et accorder le financement adéquat à son système éducatif. Les engagements internationaux pris doivent être atteints : la barre des 20% des dépenses publiques à accorder au secteur de l'éducation et de la formation doit être atteinte, voire dépassée.

On ne le dira jamais assez, une éducation bien financée, ce sont des élèves qui fréquentent des établissements scolaires aux infrastructures modernes leur permettant d'apprendre dans les meilleures conditions possibles. Une éducation bien financée, c'est la possibilité pour tous les enfants, particulièrement ceux en situation de vulnérabilité, d'être inclus dans le système éducatif. Une éducation bien financée, c'est des enseignants bien formés, et donc qualifiés, qui pourront transmettre avec efficacité

le savoir à leurs élèves. Une éducation bien financée, c'est moins de charges financières pour les familles qui sont souvent obligées de courir

à longueur de journée à la recherche de « l'argent de l'école », au risque de laisser leurs enfants à la merci des fléaux sociaux auxquels la

ministre des Enseignements Secondaires fait allusion. En somme, une éducation bien financée, c'est la survie de l'école camerounaise !

Encore une fois, des centaines de milliers d'élèves camerounais n'ont pas eu leur examen cette année. Des analyses faites par La Lettre du CEFAN, sur la base des résultats publiés par l'Office du Baccalauréat du Cameroun (OBC) et la Direction des examens, des concours et de la certification (DECC) du ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC), ce sont au moins 300 000 élèves qui n'ont pas décroché le sésame cette année. Ce qui implique des taux de réussite très peu satisfaisants.

La situation n'est pas nouvelle au Cameroun. D'ailleurs, lors de la session parlementaire de juin 2025, la ministre des Enseignements Secondaires a été interpellée par le sénateur Pierre Flambeau Ngayap, qui s'inquiétait que le taux de réussite au baccalauréat de l'enseignement général ait drastiquement chuté en trois années, passant d'environ 65% en 2021 à près de 37% en 2024. « Un problème qui touche les deux sous-systèmes », avait précisé le parlementaire.

Evolution sociétale négative

Répondant à cette interpellation, Pr Nalova Lyonga avait reconnu que ces chiffres révèlent une crise systémique nécessitant des réformes urgentes et profondes. La ministre avait jeté l'anathème sur les fléaux sociaux qui, selon elle, constituent la principale cause de cette débâcle scolaire. « Les jeunes sont de moins en moins attentifs à l'école », avait déploré Pr Nalova Lyonga devant les sénateurs. Une situation qui est due à une

multiplication exponentielle des sources de distraction. Lesquelles empoisonnent l'environnement scolaire camerounais.

Télévision, sexe, mauvaises compagnies, drogues et violences sont donc les fléaux majeurs qui perturbent l'apprentissage des jeunes camerounais. La ministre des Enseignements Secondaires souligne que ces fléaux n'existaient presque pas il y a quelques années. Du moins, ils n'avaient pas encore atteint l'ampleur d'aujourd'hui. En somme, l'effondrement des performances scolaires nationales n'est que le résultat d'une évolution sociétale négative.

Fuite en avant des pouvoirs publics

La ministre Lyonga n'a pas tort. Son diagnostic, à plus d'un titre, est juste. Sauf qu'il paraît partiel, voire partial. L'on ne saurait en effet rejeter toute la responsabilité des échecs scolaires - à une proportion très élevée, il faut insister - aux seuls phénomènes négatifs de la société. Cela reviendrait à dire que c'est la famille, le noyau sociétal, qui en serait seule responsable. Ce qui équivaut à dédouaner les pouvoirs publics qui sont sensés mettre en place des mécanismes pour le bon développement de cette société.

Oui, les pouvoirs publics ont une grande part de responsabilité dans l'échec des élèves camerounais que l'on déplore depuis au moins une décennie. Au niveau des institutions en charge de l'éducation, on peut questionner les politiques mises en œuvre pour assurer

AGENDA

RENTREE SCOLAIRE/BACK TO SCHOOL : 8 SEPTEMBRE 2025

8 Sept – 29 novembre 2025 : 1^{er} Trimestre/1st Term

- Apprentissage des ressources/Knowledge acquisition
- Activités d'intégration/Assimilation Activities
- Evaluations/Assesment
- Remédiation/Remedial work

1^{er} décembre – 19 décembre 2025 :

2^e Trimestre/2nd Term – 1^{ère} Partie/Part 1

- Apprentissage des ressources/Knowledge acquisition
- Activités d'intégration/Assimilation Activities
- Evaluations/Assesment
- Remédiation/Remedial work

19 décembre 2025 – 05 janvier 2026 : 1^{ère} Interruption/1st Break

05 janvier – 6 mars 2026 :

2^e Trimestre/2nd Term ; 2^e Partie/Part 2

- Apprentissage des ressources/Knowledge acquisition
- Activités d'intégration/Assimilation Activities
- Evaluations/Assesment
- Remédiation/Remedial work

09 mars – 2 avril 2026 :

3^e Trimestre/3rd Term ; 1^{ère} Partie/Part 1

- Apprentissage des ressources/Knowledge acquisition
- Activités d'intégration/Assimilation Activities
- Evaluations/Assesment
- Remédiation/Remedial work

02 avril – 20 avril 2026 : 2^{ème} Interruption / 2nd Break

20 avril – 12 juin 2026

3^{ème} Trimestre/3rd Term ; 1^{ère} Partie/Part 1

- Apprentissage des ressources/Knowledge acquisition
- Activités d'intégration/Assimilation Activities
- Evaluations/Assesment
- Remédiation/Remedial work

11 mai – 31 juillet 2025 : examens officiels et résultats

31 juillet 2026 – 28 août 2026 : congé du personnel enseignant

AU TOTAL, 1 225 HEURES D'ENSEIGNEMENTS/APPRENTISSAGE MINIMUM AT LIST 1,225 TEACHING/LEARNING HOURS

QUELQUES DATES A RETENIR

- 5 octobre 2025** : Journée Internationale de l'Enseignant/International Teacher's Day
- 24 janvier 2026** : Journée Internationale de l'éducation/International day of education
- 26 - 30 janvier 2026** : Semaine nationale du Bilinguisme/National Week of Bilingualism
- 03 - 11 février 2026** : Semaine de la Jeunesse/Youth week
- 18 février 2026** : début probable du Ramadan
- 05 avril 2026** : Pâques/Easter
- 14 mai 2026** : Ascension/Ascent



Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du
Projet «Éducation à Voix Haute»/ «Education Out Loud»

Directeur de publication
Marie Noëlle Pauline Edith ETOBE
Tél : 699 86 39 76

Rédacteur-en-chef :
Josué BALOMA

Rédacteur-en-chef adjoint
Alain NOAH AWANA

Conseillers à la rédaction
Olivier TANKEU

Rédaction
Josué BALOMA,
Alain NOAH AWANA,
Claude Charly FONKEM,
Thobie Emmanuel MBASSI,
ABASS MOHAMADOU,

Bienvenu SANGON AVOM,
Roger KAFFO FOKOU,
Julie Edith CHIMI,
Jeff NGAWÉ,
François NKEUMI
Sonia LEMDZOU

Relecture
Josué BALOMA,
Olivier TANKEU

Infographie
Aminy Concept

Imprimerie :
JV GRAAF

Tirage : 500

Distribution : CEFAN

SUIVI BUDGÉTAIRE DE L'ÉDUCATION L'Afrique abreuvée aux pratiques sénégalaise et camerounaise

Les représentants des six coalitions partenaires du Programme de coopération volontaire Compétences, Leadership, Éducation (PCV-CLÉ) en Afrique ont échangé sur le suivi budgétaire et le financement de l'éducation, spécifiquement dans ces deux pays, et plusieurs recommandations ont été faites en vue d'améliorer la situation sur le continent.

Par Olivier Tankeu

Organisée en juin, la deuxième édition de la Communauté de pratique des coalitions nationales, pour le compte de l'année 2025, a réuni les représentants des six coalitions partenaires du Programme CLÉ. Les 12 participants ont débattu du suivi budgétaire et du financement de l'éducation sur le continent africain. La session de travail a permis d'avoir un aperçu détaillé de la situation de financement de l'éducation en Afrique. En 2023, l'UNESCO a identifié un déficit considérable s'élevant à 70 millions de dollars, soit environ 38,85 milliards de FCFA. Un chiffre qui illustre l'ampleur des besoins non satisfaits. Il montre surtout un écart persistant entre les engagements pris par les États lors des sommets internationaux de 2018 et 2021 et la mise en œuvre effective des promesses. D'où la nécessité d'inscrire l'éducation comme véritable priorité dans les budgets nationaux, condition préalable à tout progrès significatif.

Sénégal : respect des engagements, mais...



C'est le cas par exemple du Sénégal, où le gouvernement alloue entre 24% et 25% de son budget national à l'éducation. Un pourcentage élevé par rapport à d'autres pays d'Afrique. Sauf que cet effort budgétaire n'est pas suivi par un financement conséquent de plusieurs sous-secteurs prioritaires. Clairement, le contexte sénégalais fait face à plusieurs défis majeurs. On peut citer, entre autres, la répartition déséquilibrée des fonds entre les différents niveaux d'éducation. Ce qui crée des inégalités structurelles et le manque de volonté politique pour une allocation véritablement équitable des ressources. Ces deux facteurs contribuent à perpétuer

des inégalités significatives dans l'accès aux ressources éducatives à travers le pays. Dans ce contexte, la Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique (COSYDEP) joue un rôle important. Elle œuvre activement pour la promotion d'un financement équitable de l'éducation à travers diverses initiatives. Ses actions comprennent le renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de suivi budgétaire, et des activités de plaidoyer ciblées auprès des décideurs politiques pour influencer les allocations budgétaires.

Cameroun : peut mieux faire...

Au Cameroun, la situation est différente. En termes d'allocation budgétaire, l'État consacre approximativement 15% de son budget national à l'éducation. Un pourcentage inférieur à celui du Sénégal et des engagements pris lors des sommets internationaux sur l'éducation. La raison pour laquelle la Cameroon Education For All Network (CEFAN) a développé diverses actions de plaidoyer pour améliorer la situation. Les efforts sont concentrés sur la mobilisation d'alliés stratégiques et le développement de stratégies d'influence auprès des décideurs politiques. Ces initiatives produisent des résultats, avec une légère augmentation du budget alloué à l'éducation observée

en 2023, mais encore insuffisante face aux besoins réels.

Les contraintes spécifiques rencontrées au Cameroun incluent des difficultés substantielles à mobiliser efficacement les parlementaires sur les questions éducatives à travers l'établissement d'un cadre formel d'échange. La coalition fait également face à des obstacles persistants pour s'intégrer pleinement dans les espaces de dialogue politique où se prennent les décisions budgétaires. L'on note que des résistances institutionnelles au changement compliquent davantage ces efforts de plaidoyer pour un financement adéquat de l'éducation.

Défis et recommandations

Plusieurs défis sont à relever, s'agissant du plaidoyer pour un meilleur financement de l'éducation. Outre la mobilisation effective des parlementaires, acteurs clés dans l'approbation des budgets nationaux, il y a l'intégration des coalitions dans les espaces de dialogue politique sur le budget de

l'éducation qui demeure problématique. Cela limite leur capacité d'influence. Le suivi rigoureux de l'exécution budgétaire représente également un défi technique et politique considérable. Enfin, la traduction concrète des engagements gouvernementaux en allocations budgétaires réelles reste un processus complexe nécessitant une vigilance constante.

Plusieurs pistes d'action sont proposées. Il s'agit notamment : du renforcement des actions de plaidoyer ciblées auprès des décideurs ; de la diversification des sources de mobilisation des ressources qui apparaît comme une nécessité pour réduire la dépendance aux financements traditionnels ; de l'amélioration des mécanismes de suivi budgétaire, laquelle requiert un investissement dans le développement des compétences techniques au sein des coalitions ; et enfin, du développement d'alliances stratégiques avec d'autres acteurs de la société civile, ce qui permettrait de renforcer le poids politique des revendications en faveur d'un meilleur financement de l'éducation.

EN BREF...

MISE EN ŒUVRE DU PAREC Cameroun et Banque mondiale satisfaits

Le constat a été fait au cours d'une audience accordée en juin 2025 par Pr Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre de l'Éducation de Base, à Tekabe Belay, Coordonnateur de programmes du Secteur People au sein de l'institution de Bretton Woods. Les deux personnalités se sont entretenues au sujet du Programme d'Appui à la Réforme de l'Éducation au Cameroun (PAREC). La partie camerounaise a déclaré être satisfaite de la façon dont le programme s'est déroulé. Avant d'envisager les perspectives, afin de mieux capitaliser les acquis du PAREC.

A son tour, la délégation de la Banque mondiale a dit avoir noté une amélioration globalement satisfaisante

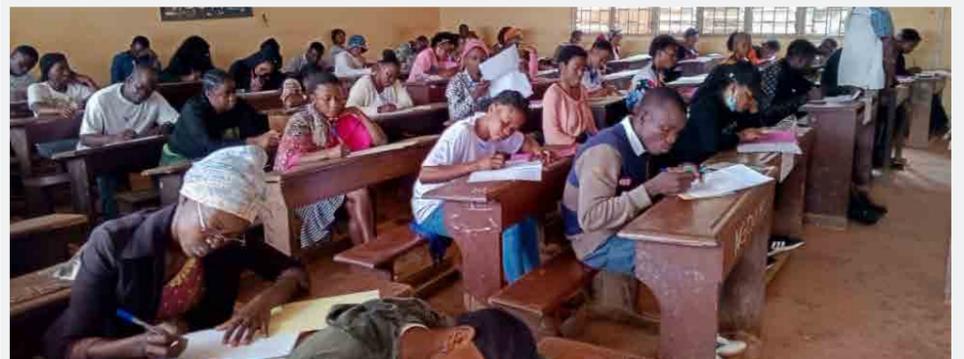


des mécanismes mis en place, après les attermolements observés au début de l'implémentation du PAREC. Elle salue aussi les avancées enregistrées, tout en soulignant la bonne utilisation des ressources mobilisées dans le sens souhaité.

Entre autres sujets spécifiques abordés au cours de la rencontre, il y

a la problématique des recrutements ; la question de l'inclusion ; le financement basé sur la performance, etc. Pour ce dernier sujet, les deux parties souhaitent la pérennisation de cet important outil de pilotage de la performance, dont le but est de mettre directement à la disposition des écoles les ressources qui leur sont destinées.

ENSEIGNEMENT 2 929 candidats aux portes des ENIEG et ENIET



Pour la session 2025, le concours d'entrée aux Écoles normales d'instituteurs de l'enseignement général (ENIEG) et de l'enseignement technique (ENIET) a recueilli 2 929 candidats sur l'étendue du territoire national. Les épreuves se sont déroulées en toute fin du mois de juillet. Des équipes ont été dépêchées par le ministre des Enseignements Secondaires dans tous les centres d'examen, avec comme instruction de superviser le déroulement des épreuves. Ledit concours s'est tenu en

application de la récente réforme de l'enseignement normal, conformément au décret du chef de l'État d'octobre 2023. La saine mise en œuvre des dispositions de cet important texte a conduit à l'ouverture, pour le compte de l'enseignement normal, de la formation classique, de la formation bilingue et de la formation à la petite enfance dans les ENIEG spécialisées. Pour l'enseignement technique, outre les filières traditionnelles que sont la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, le froid, la climatisation et la couture

sur mesure, se sont ajoutées la production animale et végétale, le dessin bâtiment, la didactique de l'informatique et les technologies de l'éducation. La mécanique automobile fait également partie de cette liste. Rappelons que pour cette session 2025, le concours lancé par le ministère des Enseignements Secondaires prévoyait le recrutement de 6 130 élèves-maîtres dont 3 220 pour les ENIEG publiques classiques, 2 570 pour les ENIEG publiques bilingues et 340 pour les ENIEG publiques spécialisées.

RENTÉE SCOLAIRE

Nouvelle année, mêmes tourmentes

Entre obstacles financiers, choix des établissements et indisponibilité des manuels scolaires, les difficultés semblent plus accrues pour eux en cette période de rentrée des classes.

Par Alain Noah Awana

Alors que les élèves et les enseignants s'apprêtent à rentrer dans les classes le 8 septembre, pour l'année scolaire 2025-2026, les parents sont dans la tourmente. Une fois de plus, ils doivent déchiffrer le casse-tête qui consiste à concilier leurs porte-monnaies et le bien-être étudiant de leurs progénitures. Une équation qui n'est pas vraiment facile à résoudre pour la plupart. Surtout dans un contexte marqué par l'inflation toujours grandissante.

Manuels et fournitures chers

C'est le cas de Marie Françoise. Cette mère-célibataire de trois enfants, résidente de Yaoundé, est à la manœuvre depuis le début du mois d'août pour préparer la rentrée scolaire. Selon elle, elle va devoir augmenter le budget pour les fournitures de ses deux premiers garçons, inscrits au primaire et au secondaire. « Lorsque j'ai fait les calculs je suis à environ 20 000 FCFA d'augmentation rien que pour les manuels scolaires, si je dois tous les acheter », indique-t-elle avec soupir. C'est que, en plus de l'augmentation du nombre de livres scolaires dans certaines classes, les libraires ont revu les prix légèrement à la



hausse.

Ecolages en augmentation

Mais, ce n'est pas la seule difficulté rencontrée par les parents d'élèves. Yves en sait d'ailleurs quelque chose. Lui aussi résident de la capitale camerounaise, ce commerçant est dépité par les sommes exorbitantes qu'il doit payer pour l'inscription de ses deux enfants, qui fréquentent un collège privé de l'arrondissement de Yaoundé 3e. « Une fois encore et de manière unilatérale, l'administration

du collège de mes enfants a décidé d'augmenter les frais d'inscription et la pension », se plaint-il. Et de préciser que 5 000 FCFA ont été ajoutés aux frais d'inscription tandis que l'écolage a connu une hausse de 15 000 FCFA. « C'est au moins 40 000 FCFA de plus. Où est-ce que les parents doivent aller chercher cet argent, alors qu'eux-mêmes n'en ont pas ? », s'indigne notre interlocuteur.

Difficultés organisationnelles

Les difficultés sont de plusieurs

autres ordres. Si les inscriptions ont déjà commencé dans les établissements, des milliers d'élèves attendent encore de savoir dans quels établissements ils fréquentent cette année. A cause de certaines conjonctures, ils sont en effet nombreux qui vont devoir en changer. Le cas de la jeune Isabelle, classe de 5e, dont le père a été affecté à Bertoua en mai 2025. Ce dernier raconte qu'il fait encore le pied de grue dans des établissements publics pour y faire admettre son enfant. Mais, à cause d'un « portefeuille léger », il n'a pas encore pu obtenir une place. « Je souhaite vivement qu'elle soit prise dans un établissement public parce que dans le privé, les frais de scolarité sont énormes », explique-t-il.

Tout compte fait, le constat est global : très rares sont les parents qui se sont déjà acquittés entièrement de leurs obligations vis-à-vis de la rentrée scolaire. Frais de scolarité, frais d'examen, fournitures et manuels scolaires, tenues et autres outils nécessaires sont acquis au compte-goutte et selon la providence qui remplit la gibecière des parents. Chacun y va de son équation, en espérant tout boucler et offrir une bonne rentrée scolaire à son enfant.

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

154 collèges privés fermés



La ministre des Enseignements secondaires a ordonné la fermeture de ces établissements implantés à travers le pays, leur reprochant de fonctionner en totale marge de la réglementation.

Par Yanick Amaning

C'est un marronnier. Depuis plus d'une décennie, la veille de chaque rentrée scolaire, des établissements exerçant sur le territoire camerounais sont frappés d'interdiction d'ouverture. La ministre des Enseignements Secondaires (MINESEC) n'a pas dérogé à cette règle pour l'année scolaire 2025-2026. Pr Pauline Nalova Lyonga a en effet signé, le 29 juillet 2025, trois arrêtés qui frappent quelque 154 établissements privés disséminés à travers le Cameroun. La ministre mentionne que les établissements concernés ne respectent pas les formalités légales de création, d'ouverture ou d'extension exigées pour accueillir les élèves pour cette année scolaire.

Cette redondance de suspension d'activités illustre le caractère teigneux de ce phénomène d'établissements scolaires non conformes, qui accueillent pourtant des centaines, voire des milliers d'enfants chaque année. Dans les faits, malgré les sanctions, ces établissements réapparaissent peu après les décisions ministérielles, en utilisant plusieurs subterfuges. Très souvent, les chefs d'établissements ou les fondateurs modifient partiellement ou entièrement l'appellation de leurs structures. Ils profitent surtout du peu de suivi rigoureux de la part des pouvoirs publics qui manquent de ressources adéquates, aussi bien humaines, matérielles que financières. Sans compter les complicités dont sont soupçonnés des fonctionnaires et des agents publics qui couvriraient ces démarcations vis-à-vis des normes réglementaires.

Vigilance des parents et élèves

Face à cette situation, la ministre des Enseignements Secondaires s'appuie sur la sensibilisation. Ses décisions récentes sont accompagnées d'une mise en garde des parents et des élèves contre les risques liés à l'inscription dans des établissements non agréés. Pr Pauline Nalova Lyonga leur rappelle que ces structures ne garantissent ni la qualité de l'encadrement, ni la reconnaissance des diplômes délivrés. Elle appelle à une vigilance accrue et recommande de s'inscrire uniquement dans les établissements dûment autorisés par l'État.

Pour leur part, les parents sont désemparés. Souvent mal informés et sans possibilité d'inscrire leurs enfants dans les « établissements agréés », ils se tournent vers ces établissements, parfois à leurs risques et périls. On ne listera jamais suffisamment les cas d'élèves n'ayant pas pu achever leur année scolaire parce que inscrits dans un établissement non-agréé. Une situation aggravée par le fait que le Cameroun ne dispose toujours pas d'une plateforme publique fiable et accessible listant les établissements privés agréés. Du pain béni pour la prolifération des « établissements clandestins »...

ANNÉE 2025-2026

Ce que coûtent les manuels scolaires

Les parents dont les enfants sont inscrits dans les écoles primaires devront déboursier entre 3 000 FCFA et 16 000 FCFA pour les manuels scolaires. Au secondaire, la fourchette est comprise entre 35 000 FCFA et 45 000 FCFA, de la 6e en Terminale.

Par Sonia Lemdjou

L'évaluation financière est faite par la rédaction de La Lettre du CEFAN, sur la base des listes officielles des manuels scolaires pour l'année scolaire 2025-2026. Signé le 10 avril 2025 par Pr Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre de l'Éducation de Base (MINEDUB), et consultable sur le site internet de ce département ministériel, la liste du Primaire renseigne sur les titres, les éditeurs, les prix et les matières pour lesquelles les manuels sont adressés. Cette évaluation montre qu'un parent ayant son enfant dans l'enseignement maternel et primaire devra déboursier entre 3 000 FCFA et 16 000 FCFA, quel que soit le sous-système dans lequel il est inscrit.

Naturellement, le coût le moins élevé pour tous les manuels scolaires d'un élève est à la maternelle. A ce niveau d'apprentissage, le parent ne paie que trois livres scolaires, chacun valant 1 000 FCFA, soit un total de 3 000 FCFA. Ces manuels sont destinés à initier les enfants au langage, à la mathématique, ainsi qu'au dessin et coloriage (langage, mathematics, drawing and coloring dans le système anglo-saxon).



Il faut remonter au sommet du tableau pour que les bourses des parents commencent véritablement à crisser par rapport aux coûts des manuels scolaires. Au CM2 la valeur des 10 manuels au programme est de 15 900 FCFA, soit une moyenne d'environ 1 500 FCFA par livre scolaire. C'est pratiquement les mêmes coûts que dans le sous-système anglophone où l'ensemble des livres scolaires en Class VI coûte 15 550 FCFA.

45 nouveaux titres au secondaire

Publiée en mai, la liste des manuels scolaires du secondaire pour l'année 2025-2026 comprend 45 nouveaux titres intégrant les réformes curriculaires récentes et reflétant l'évolution du système éducatif national. Elle touche plus de

2,3 millions d'élèves et leurs familles à travers le pays et comporte de nombreux changements. Pour le premier cycle, on note l'introduction significative de nouveaux manuels d'éducation à la citoyenneté, avec une approche renforcée sur les valeurs civiques et patriotiques. Les disciplines scientifiques connaissent également une refonte importante avec l'adoption de nouveaux manuels de mathématiques et de sciences alignés sur les standards internationaux.

Le second cycle n'est pas en reste avec l'apparition de manuels spécialisés comme « La méthode de dissertation philosophique » en classe de Terminale. Les langues étrangères bénéficient également d'une attention particulière avec l'introduction de « Erwachsene/Allemand 3e » et « Nuevo Didáctica del Español

», respectivement pour l'allemand et l'espagnol.

7% d'augmentation

Pour ce qui est des coûts, toujours dans le secondaire, une analyse comparative montre une augmentation moyenne de 7% des prix des manuels scolaires par rapport à l'année précédente. Les coûts oscillent entre 1 800 FCFA pour certains ouvrages de littérature et 6 500 FCFA pour les manuels scientifiques les plus élaborés. Le coût total des manuels pour un élève de 6e est estimé à environ 35 000 FCFA, et peut atteindre 45 000 FCFA pour une classe de Terminale. Une hausse que le MINESEC justifie par « l'amélioration qualitative des contenus et l'intégration des nouvelles approches pédagogiques ».

Précision de la ministre des Enseignements Secondaires (MINESEC), Pr Pauline Nalova Lyonga : seuls les manuels des listes officielles, signées sont exigibles aux élèves de l'enseignement public et privé, sur l'ensemble du territoire national. Une directive qui vise à harmoniser les supports pédagogiques et à lutter contre la prolifération des ouvrages non homologués.

STRATÉGIE SECTORIELLE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Des réformes aux résultats mitigés

Si l'on observe des efforts structurels en matière d'accès, de qualité des apprentissages et de gouvernance dans la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (SSEF), il n'en demeure pas moins que les effets sont contrastés et imposent son réajustement.

Par Alain Noah Awana

« Une dynamique engagée, des résultats contrastés, et des défis persistants ». Telle est résumée la conclusion de la Revue conjointe de la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation 2023-2030 (SSEF). L'ensemble des acteurs du secteur éducatif camerounais était réuni pour faire le point, en vue de dégager les avancées et les défis encore à relever. Mieux, proposer des palliatifs aux manquements que l'on peut encore observer dans la mise en œuvre de cette stratégie sectorielle.

L'analyse transversale des dynamiques éducatives, sur la période 2023-2024, montre qu'il y a « une dynamique de réforme engagée, traduite par des efforts structurels notables en matière d'accès, de qualité des apprentissages et de gouvernance. Cependant, elle reste confrontée à des résultats contrastés, révélant la nécessité d'un réajustement stratégique à mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (SSEF) 2023-2030. » C'est du moins ce qu'indique la conclusion du rapport de la Revue, dont La Lettre du CEFAN a eu copie.

Accès : près de 8,5 millions de Camerounais à l'école



S'agissant de l'accès et de l'équité, des progrès importants ont été réalisés en termes de couverture scolaire, notamment dans le préscolaire et le secondaire. La fréquentation scolaire est en hausse. Plus de 8,5 millions de jeunes camerounais étaient à l'école en 2024. Avec une prédominance du primaire qui regroupe 61,9% des effectifs avec 5 289 656 élèves.

La couverture scolaire a aussi évolué. Selon les données disponibles, le taux brut de scolarisation (TBS) est en progression continue dans l'enseignement de base. Courant 2023, et d'après les données de l'Institut National de la Statistique (INS), il s'est établi à 113,5% dans le primaire, traduisant une couverture scolaire quasi-universelle. Dans le secondaire, il est de 66,2% au premier cycle

et 41,7% au second cycle, en progression par rapport à 2022. Soulignons enfin à ce sujet que les taux d'admission au CP1 restent élevés, avec une couverture de 96,8% au niveau national, bien que certaines régions comme l'Extrême-Nord, l'Adamaoua ou le Nord-Ouest enregistrent des niveaux inférieurs à la moyenne nationale.

Ces « résultats » peuvent réjouir, mais ils sont rattrapés par des contraintes liées à des disparités persistantes entre régions, genres et milieux socioéconomiques. Les taux d'achèvement, de transition ou de scolarisation restent significativement plus faibles dans les zones d'éducation prioritaires et dans les régions en crise sécuritaire. Le phénomène des sureffectifs, la vétusté des infrastructures, l'insuffisance des enseignants qualifiés, ainsi que l'insuffisance d'inclusion

des enfants vulnérables, réfugiés et handicapés, limitent l'universalisation d'une éducation de base équitable.

Apprentissages : qualité mitigée, mi-raison

Sur la qualité et la pertinence des apprentissages, il existe un contraste évident. Des efforts ont été consentis dans tous les sous-secteurs, et des avancées indéniables observées en matière de couverture infrastructurelle et de soutien à la profession enseignante. Malheureusement, des faiblesses persistent en ce qui concerne les performances scolaires, la maîtrise des apprentissages fondamentaux et l'adéquation formation-emploi. Entre 2023 et 2024, l'on observe un net recul des acquis scolaires, traduit par une dégradation inquiétante des résultats aux

examens officiels, notamment pour le baccalauréat dont le taux de réussite a connu une chute drastique pour s'établir à environ 37,3%. Cette dégradation crée des doutes sur la qualité des apprentissages, l'adéquation des curricula, ainsi que l'efficacité des politiques d'encadrement et de préparation aux examens. Entre-temps, l'évolution des taux de redoublement donne une image contrastée selon les niveaux d'enseignement.

Une tendance corroborée par la hausse des taux d'abandon et les difficultés de maîtrise des compétences fondamentales révélées par les évaluations des apprentissages. Parallèlement, les efforts engagés en matière de formation technique et professionnelle restent en deçà des attentes, avec une faible insertion socioprofessionnelle des sortants. La gouvernance pédagogique, la formation continue des enseignants, et l'articulation entre la formation et l'emploi demeurent des leviers prioritaires.

Financement : mobilisation encore insuffisante

Enfin, pour ce qui est de la gouvernance et du renforcement

du système éducatif, l'État a consenti des efforts budgétaires soutenus, avec une progression du financement public du secteur. Toutefois, relève le rapport de la Revue conjointe, le poids budgétaire de l'éducation reste en dessous des engagements internationaux. Il est même en net décalage avec les objectifs de la SSEF, particulièrement pour l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et l'éducation non formelle.

La mise en œuvre effective de la décentralisation, la gestion des ressources humaines, la coordination des interventions des partenaires techniques et financiers, ainsi que l'instauration de mécanismes de redevabilité, demeurent des chantiers structurants pour la consolidation des acquis.

En somme, les défis restent nombreux. Et rien ne laisse présager que les objectifs assignés à la SSEF 2023-2030 seront entièrement atteints. La seule condition pour y parvenir serait que les pouvoirs publics prennent à bras-le-corps ces problématiques pour les adresser, en tenant bien sûr compte des avis de toutes les parties prenantes.

Financement de l'éducation Problèmes cruciaux, solutions adéquates

Des pistes de solutions ont été proposées lors de la Revue conjointe de la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la Formation, dans le but d'améliorer et d'optimiser les ressources accordées à ce secteur névralgique.

Par Alain Noah Awana

Explorer des pistes concrètes pour élargir et diversifier les ressources, tout en optimisant leur allocation vers des investissements à fort impact transformationnel. Tel est la quintessence de l'objectif assigné au panel chargé de tableur sur le thème « financement de l'éducation et mécanismes innovants ». Du brainstorming effectué par le panel assigné à la problématique du financement de l'éducation, il ressort plusieurs constats assez inquiétants. Outre le sous-financement de l'éducation et les budgets d'investissements publics encore très limités, l'on observe une nette diminution des ressources au niveau international. Une réduction corrélée à la réorientation des interventions des bailleurs vers le développement des compétences au détriment de l'enseignement fondamental. Il faut ajouter à ces contraintes le manque de coordination



des financements, tant il est vrai que la cacophonie dans les interventions peut conduire à moins d'efficacité. Sans oublier l'implication mitigée des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) dans la mobilisation des ressources en faveur de l'éducation. Toutes ces contraintes ont bien sûr des conséquences sur les populations, causant un poids plus élevé de l'éducation sur les dépenses des ménages.

D'où la nécessité, ont estimé les panelistes, de distinguer la dimension sociale de la dimension économique du financement de l'éducation, ce qui n'est pas encore véritablement le cas.

Propositions

Des critiques, mais aussi des propositions pour changer la donne. C'est ce qui a justement été fait. Plusieurs recom-

mandations sortent en effet des travaux de Yaoundé, en vue d'améliorer la mise en œuvre de la Stratégie sectorielle de l'Éducation et de la Formation, dans son volet « financement de l'éducation ». Il est par exemple recommandé de jouer sur la parafiscalité, pour accroître les ressources. Des pistes peuvent être explorées dans ce sens, sans que cela ne pèsent trop sur les ménages. Dans le même ordre d'idées, il est suggéré de créer une redevance éducationnelle, à l'exemple de la redevance audiovisuelle, ce qui constituerait une niche non négligeable de ressources. Toujours dans la fiscalité, mais en sens inverse, la recommandation est faite de supprimer certaines exonérations de taxes qui ne semblent pas efficaces pour l'économie, de manière à augmenter les recettes publiques, avec pour impact l'augmentation du financement de l'éducation. Toujours dans le but de « faire des économies », l'on recommande la voie de l'autofinancement des établissements professionnels ; l'exploration des niches de recettes non fiscales notamment dans la régulation du secteur, ainsi que celle du financement à travers le mécanisme de RSE, ou encore les possibilités de financement par la commande publique. Autant de solutions innovantes, et bien d'autres, qui devraient permettre de changer la donne.

RECOMMANDATIONS DE LA REVUE CONJOINTE

Gouvernance stratégique (À l'endroit des administrations du secteur de l'Éducation et de la formation)

- Activer la vulgarisation et l'appropriation de la Stratégie du Secteur de l'Éducation et de la Formation par toutes les parties prenantes
- Réviser la Loi d'orientation de l'éducation de 1998 pour l'adapter aux enjeux actuels et aux innovations de la SSEF.
- Renforcer les mécanismes de coordination multisectorielle, notamment entre éducation, emploi, jeunesse, santé et décentralisation.
- Renforcer le Partenariat Public/Privé dans le secteur
- Intégrer le programme National de l'Éducation Civique par le réarmement Moral, Civique et Entrepreneurial dans leur reformes curriculaires.
- Assurer une meilleure articulation des interventions des partenaires par rapport aux priorités du secteur.
- Améliorer le statut des chercheurs et valoriser les résultats des produits de la recherche dans le secteur
- Mettre en place des organes de gestion du Cadre National de Certification et Qualification (CNCQ)
- Améliorer l'accès au Numérique dans tous les systèmes d'apprentissage du secteur et doter les infrastructures scolaires et centres d'apprentissage d'équipements
- Elaborer un plan national d'infrastructure du numérique éducative (2025-2030)
- Mettre en place un centre national de développement de technologie éducative au Cameroun

Suivi-évaluation et pilotage par les résultats

- Actualiser le cadre de résultats de la SSEF pour mieux refléter les priorités nationales, ainsi que les nouveaux cadres stratégiques de Performance.
- Poursuivre la Pérennisation du SIGE et faire de la réforme sur l'immatriculation des élèves/apprenants une réforme globale en l'implémentant progressivement à partir du préscolaire

Financement du secteur

- Trouver des mécanismes de financement innovants (RSE) et détecter des niches de financement (AS, MINFI, MINEPAT)
- Accroître la part du budget national alloué au secteur de l'éducation pour se rapprocher de la cible de 20 % des dépenses publiques d'ici à 2030
- Mener des réflexions sur la création d'un compte d'affectation spécial pour le financement de l'éducation.

Taux de réussite aux examens officiels Embellie trompeuse

Comparés à ceux de 2024, les taux de réussite aux examens officiels organisés sous l'égide du MINEDUB et du MINESEC sont en augmentation pour la plupart. On observe cependant que le nombre d'élèves tenus en échec reste très élevé. Une situation qui traduit plus globalement le mal-être du système éducatif du Cameroun. Entre mauvaise qualité des enseignements, conditions d'apprentissage inadéquates et impacts des phénomènes sociétaux, les raisons sont nombreuses qui peuvent expliquer la situation. Regards de la société camerounaise sur des taux d'échec qui n'honorent pas le pays. **Lire le Dossier de la Rédaction.**

EXAMENS OFFICIELS 2025 Des taux d'échec encore très élevés

L'analyse statistique des résultats des examens officiels de la session 2025 fait ressortir que l'échec des élèves reste dans une proportion très grande, avec plus de 300 000 échecs dans l'ensemble. Pour certains examens, plus de la moitié des candidats n'ont pas réussi.

Par Alain Noah Awana

Les résultats des examens officiels pour la session 2025 sont définitivement proclamés. Saison de joie pour de nombreuses familles dont les enfants ont réussi, et période de lamentations pour de nombreuses autres qui ont connu l'échec. Au sein des institutions étatiques, comme le ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB) et le ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC), l'on semble plutôt se satisfaire. Et pour cause : le taux de réussite est reparti à la hausse.

Pour le baccalauréat d'enseignement général, par exemple, les statistiques affichent un taux de réussite en augmentation d'environ 10 points par rapport à la session 2024. Les chiffres de l'Office du baccalauréat du Cameroun (OBC) indiquent en effet un taux de réussite de 47,5% pour cette session 2025, contre 37,26% l'année dernière.



Le Probatoire enregistre quant à lui des taux de réussite quasiment dans les mêmes proportions. Toujours selon l'OBC, dans l'enseignement général, 41,98% des candidats ont décroché le sésame. Le Probatoire technique affiche pour sa part 61,43%. Même tendance à la

hausse pour le Brevet d'étude du premier cycle (BEPC) et le Certificat d'aptitude professionnel (CAP). Selon les résultats rendus publics par la Direction des examens, des concours et de la certification (DECC) du ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC),

ces deux examens ont connu un taux de réussite en hausse de 6,13% par rapport à la session précédente. Plus précisément, le taux de réussite au BEPC ordinaire est passé de 59,10% à 65,58% ; le BEPC bilingue quant à lui pointe à 86,88% contre 84,70% un an avant ; tandis que le CAP industriel

a connu 86,88% de taux de réussite, comparé à celui antérieur de 84,70% ; et que le CAP STT augmente de 62,69% à 68,10%. Enfin, pour le Certificat d'études primaires (CEP), les données disponibles indiquent un taux de réussite en moyenne de 98% dans l'ensemble des centres d'examen du Cameroun.

Environ 300 000 échecs

Si les autorités camerounaises en charge de l'éducation peuvent se satisfaire de cette embellie, une analyse des statistiques dans le sens inverse montre qu'il n'y a pas véritablement matière à se gargariser. Et que le Cameroun est encore bien éloigné d'un niveau de réussite honorable aux examens officiels. Certes, le taux de réussite au baccalauréat d'enseignement général est en augmentation, mais la proportion des élèves ayant échoué à cet examen reste élevée. Un

calcul rapide permet de constater que 52,5% des candidats n'ont pas eu cet examen cette année. C'est plus de la moitié dans ce cas. En allant plus loin dans les chiffres, cela fait 75 309 élèves qui ont échoué au BAC général sur les 143 299 ayant effectivement passé les épreuves. Les mêmes calculs montrent que 112 786 élèves ont échoué au Probatoire ESG ; et 4 634 au Probatoire EST.

Pour les autres examens, ils sont également des dizaines de milliers à avoir été recalés. Avec un taux d'échec de 34,42%, le BEPC ordinaire a échappé à quelque 73 401 jeunes élèves sur les 213 253 candidats de départ. Il serait fastidieux de faire le tour de tous les examens afin d'en tirer toutes ces données. Toujours est-il qu'en tenant compte de échecs dans les différents examens, l'on n'est pas loin de 300 000 élèves qui n'ont pas eu leur examen cette année. De quoi ne pas trop se gargariser...

EXAMENS DECC 2025

Relèvement du taux de réussite à l'actif de la digitalisation

69,54% enregistré à la session 2025 contre 63,41% en 2024, soit une augmentation de 6,13%. C'est l'évolution du taux de réussite aux examens organisés par la Direction des Examens, des Concours et de la Certification (DECC) du ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC). Au sein de ce département ministériel, l'on estime que cette augmentation est la résultante des fortes actions entreprises dans le sens de la digitalisation. Les tenants de cette thèse s'appuient sur le renforcement des activités du Centre d'éducation

à distance, les orientations de l'inspection générale des enseignements, la mise à disposition des kits de digitalisation aux établissements scolaires y compris les tableaux intelligents acquis par ce département ministériel. Les praticiens de l'éducation invitent à cet effet la ministre Nalova Lyonga à maintenir les actions conduites depuis des années dans ce sens.

Au niveau des services centraux, le Centre d'éducation à distance poursuit son développement avec l'enrichissement de sa plateforme de ressources et apporte des réformes au quotidien. L'on est passé



par exemple de la simple consultation des cours enregistrés en ligne à un échange effectif entre le visiteur de la plateforme et l'intelligence artificielle, en

passant par des leçons en direct. L'évolution des orientations de l'inspection générale des enseignements est également à

considérer. En 2023, l'on parlait déjà de l'implémentation de la digitalisation et en 2024, l'on avançait vers l'impact, à en croire les thèmes des rentrées péda-

gogiques solennelles. Au niveau des services déconcentrés, instructions fermes ont été données en vue de l'acquisition des kits de digitalisation par chaque établissement scolaire. Et avec l'appui du Projet d'appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESCE), le ministère des Enseignements Secondaires a pu acquérir 350 tableaux intelligents, encore appelés tableaux magiques de Huawei et de Promethean, au bénéfice de 350 établissements scolaires répartis sur le triangle national.

REACTIONS



« Nous espérons que les responsables en charge de l'éducation n'ont pas boosté artificiellement les résultats »

Renaud Tsague, Parent d'élève

sions ont été engagées, ont contribué à booster la volonté des apprenants, notamment dans mon entourage. Cela a poussé nos enfants à se mettre au travail, d'où le résultat que nous avons eu aux examens cette année. Ce n'est pas encore bon, mais c'est encourageant.

D'un autre côté nous espérons que l'envie d'avoir de bons résultats ou des pourcentages à la hausse n'a pas amené les responsables en charge de l'éducation à atteindre les objectifs à tous les prix. S'agissant des taux d'échecs, qui restent malgré tout très élevés, c'est normal compte tenu du contexte. Nous n'avons qu'à voir ce qu'est devenue l'école aujourd'hui. Ce que l'enseignant est devenu. Si nous, parents, ne redonnons pas le rôle que les enseignants avaient lorsque nous al-

lions à l'école, il serait difficile que cela change. Si le maître n'est pas respecté par les apprenants, son message ne passe pas. Combien d'enseignants ont été blessés par les apprenants, pour la plupart âgés de moins de 20 ans ? Même si l'enseignant est bon, son message ne passe pas. Donc, nous avons beaucoup à faire pour que cela change. Et j'espère que des mesures seront prises, et qu'elles seront fermes pour redonner aux enseignants leur autorité auprès des apprenants. Si nous arrivons à cet état de choses, l'effet boomerang est que les parents également seront plus respectés par leurs progénitures. Il me souvient que lorsque nous étions en apprentissage, lorsque le parent était fâché, il ne fallait pas que l'enseignant soit au courant et vice-versa.



« Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces échecs »

Angoni Eloundou Achille Roger, Psychologue, Action Sociale

aux autres examens. Au CAP, c'est environ 70% de réussite, ce qui suggère que les élèves dans les filières techniques et professionnelles ont de meilleures chances de réussite. Enfin, au CEP, c'est 98% de réussite, un taux très élevé qui indique que la plupart des élèves maîtrisent les compétences de base à ce niveau.

En somme, entre 250 000 et 300 000 élèves n'ont pas obtenu leur examen cette année. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces échecs. On peut parler du manque de préparation car certains élèves peuvent ne pas avoir été suffisamment préparés aux examens, soit en raison d'un manque de travail personnel, soit en raison de lacunes dans leur compréhension des programmes scolaires.

Il y a également des obstacles pédagogiques. Les élèves peuvent en effet rencontrer des difficultés avec certaines matières ou certains concepts, ce qui peut les handicaper dans leur préparation aux examens. Enfin, on peut parl-

er des problèmes socio-économiques : les élèves issus de milieux défavorisés peuvent rencontrer des difficultés pour accéder aux ressources éducatives nécessaires pour réussir.

Pour réduire le taux d'échec, il faudrait renforcer les programmes de soutien scolaire en offrant des cours de rattrapage et des séances de soutien pour aider les élèves à combler leurs lacunes. On devrait aussi penser à améliorer la formation des enseignants, car en fournissant aux enseignants les ressources et la formation nécessaires, ils peuvent mieux soutenir les élèves.

Il est aussi question d'augmenter l'accès aux ressources éducatives en fournissant aux élèves les ressources nécessaires pour réussir, telles que des livres, des ordinateurs et des accès à Internet. Enfin, l'on devrait sensibiliser les élèves à l'importance de l'éducation pour les encourager à prendre leur éducation au sérieux et à travailler dur pour atteindre leurs objectifs.

En tant que parent, je ne suis pas concerné, puisque mes enfants ne sont pas encore au niveau de faire un examen. Mais, de manière générale il faut dire qu'au regard des années antérieures, nous assistons à des améliorations surtout dans l'organisation desdits examens. Bien que cela soit un peu timide à mon goût. Nous avons moins entendu des fuites d'épreuves et quand cela a été le cas, des sanctions ont été infligées. L'objectif étant de redonner de la valeur à nos diplômés. Il faut aussi dire que certaines réformes et déci-



OPINION

L'échec scolaire aux examens officiels : causes et stratégies d'amélioration des rendements

Par Romuald Menfo, Professeur des lycées d'enseignement général (PLEG)

dont l'indicateur majeur est un faible taux de réussite à l'issue d'une certification.

Causes de l'échec scolaire

Nous pouvons les identifier en deux principales. D'abord, les causes exogènes. Il s'agit de celles induites par l'environnement socio-culturel et économique. L'année scolaire passée une fois de plus et ce pour la deuxième année a été marquée par des réminiscences du mouvement OTS, mettant sur la table les problématiques relatives aux conditions de travail des enseignants et leur statut particulier. L'école autrefois perçue comme la graine d'où germe une bonne promotion sociale est de plus en plus contestée au regard de ceux qui sont considérés comme modèles pour la jeunesse actuelle. Les "influenceurs" qui pour la plupart n'ont pas fait de longues études et présentant une aisance financière bien que parfois illusoire, le prouvent à suffisance.

Les mutations sociales induisent des comportements qui influencent le rendement à l'école. Nous pouvons relever entre autres la mauvaise utilisation des

TICS en général, les réseaux sociaux en particulier, les grossesses et mariage précoces, le harcèlement sexuel sous toutes ses formes, l'implantation des salles de divertissement et autres débits de boissons à proximité des campus scolaires.

Sur le plan économique, le coût de vie de plus en plus élevé, les embouteillages dans les grandes villes, le phénomène de délestage électrique sont autant de freins à l'optimisation des taux de réussite aux examens.

Stratégies d'amélioration

En vue d'inverser cette tendance à l'échec scolaire, des mesures urgentes de remédiation s'imposent à notre sens, au quintuple plan administratif, pédagogique, disciplinaire, environnemental et de l'orientation et vie scolaire. Sur le plan administratif, il faut promouvoir une gestion saine des ressources financières et une gestion rationnelle des ressources humaines. Et s'approprier des bonnes pratiques managériales afin d'instaurer un climat de confiance, de sérénité, et de convivialité au sein des structures scolaires

Sur le plan pédagogique, la communauté éducative doit s'investir à fond dans l'encadrement pédagogique et l'apprentissage, l'inspection-conseils, et le renforcement des capacités des enseignants. Ces derniers doivent enseigner avec motivation, méthode et vocation. Il faudrait aussi veiller à l'optimisation des taux de couverture des programmes ainsi que ceux des heures d'enseignement. Enfin, il faudrait implémenter dans chaque structure la digitalisation des enseignements.

Sur le plan disciplinaire et environnemental, il s'agit de faire de l'école un corps sain dans un esprit sain « mens sana in corpore sano ». Le concept de clean school vision de la ministre des Enseignements Secondaires, Pr Pauline Nalova Lyonga trouve tout son sens ici : une école débarrassée de toute souillure, bavure, cassure bref une école saine qui passe inéluctablement par l'instauration d'une discipline qui se veut avant tout préventive.

Sur le plan de l'orientation et vie scolaire, nous suggérons d'identifier les élèves en difficulté d'apprentissage et ceux en situation

d'inadaptation scolaire pour en faire objet d'un suivi et d'un encadrement psychopédagogiques de proximité. Il faut également faire adosser l'orientation des élèves sur un socle technique et non plus arbitraire. En clair le choix d'une branche d'étude devrait désormais être la résultante des données issues de l'administration des tests psychotechniques dont le profil psychologique de l'apprenant dégage des aptitudes appropriées.

En définitive, les données statistiques à travers une approche comparée prouvent qu'effectivement l'échec est une réalité. Poursuivant le questionnement, nous avons également fait le triste constat selon lequel « le ver est dans le fruit » d'où l'interpellation en dernier ressort de chaque maillon de la chaîne éducative, chacun en ce qui le concerne à jouer pleinement sa partition suivant les règles de l'art. Sans avoir la prétention du monopole du savoir, nous pensons humblement que si les stratégies de remédiation proposées sont mises en œuvre, la baisse drastique du rendement des élèves ne relèvera plus que d'un lointain souvenir.

l'échiquier national depuis quelques années une analyse froide et critique du taux de réussite aux examens officiels permet de constater que les performances des apprenants sont en deçà des attentes de la communauté éducative et de la société. Les résultats obtenus ces cinq dernières années et ceux obtenus en 2025 traduisent à suffisance ce constat. Même si l'on peut observer une hausse sensible par rapport à l'année dernière (47% au Baccalauréat, 41% au Probatoire et 65% au BEPC) on constate toujours que les taux d'échecs restent très élevés comparés à ce qui se passe dans d'autres pays d'Afrique et surtout d'Europe. Qu'est ce qui explique cette faible performance de plus en plus croissante de nos apprenants? Le cas échéant,

quelles stratégies peuvent être mobilisées pour y remédier ? L'échec s'entend comme la non-réussite face à une épreuve ou une situation donnée. L'adjectif scolaire quand il s'y agrège la situe à l'école, école entendue comme lieu par excellence des apprentissages et des acquisitions des savoirs formels. Elle peut correspondre à plusieurs réalités : difficultés d'adaptation au système éducatif ; difficultés d'apprentissage ; difficultés d'insertion socio-professionnelle ; redoublement (échec du passage d'une classe à une autre ou à un examen certifiant). L'échec scolaire renvoie donc à la sanction négative logique d'une mauvaise appropriation d'un processus d'apprentissage

L'INVITÉ

JOSUÉ BALOMA

« Je suis satisfait de la manière dont les différents segments de la coalition opèrent »

Dans cet entretien, le Coordonnateur National de la Cameroon Education For All Network revient globalement sur les activités menées aux cours de l'année dernière, relève le travail accompli par la coalition, et fait une projection des activités à venir.



Propos recueillis par Alain Noah Awana

Monsieur le Coordonnateur National, cela fait deux décennies que le CEFAN travaille ardemment dans le secteur de l'éducation. 20 ans d'existence, ce n'est pas rien. Parlez-nous un peu de cette coalition, dans sa globalité.

D'abord, permettez-moi de sacrifier au rituel de vous présenter mes félicitations pour votre appointment il y a quelques mois dans l'équipe du Secrétariat du CEFAN. En tant que coalition portée sur le suivi des politiques publiques de l'éducation, la question de la communication est cruciale et nous sommes convaincus que vous saurez apporter votre empreinte à cet effet.

Pour revenir à votre question, le CEFAN a effectivement été créé le 21 octobre 2005 et cette année 2025 marque son 20^e anniversaire. C'est une coalition qui est née de la volonté conjuguée d'abord des organisations de la société civile de l'éducation, ensuite d'un certain nombre d'organisations internationales et du gouvernement camerounais.

de qualité. C'est donc dire que notre coalition est créditée d'une expérience avérée en matière de réseautage et de renforcement des organisations, la recherche, le dialogue politique et même les services en éducation. Aujourd'hui, le CEFAN est reconnu comme l'organisation de référence en matière de coalition des organisations de la société civile de l'éducation au Cameroun. Et croyez-moi, nous n'entendons pas pour autant dormir sur nos lauriers, parce que beaucoup de défis restent à relever.

A la faveur de la journée internationale de l'éducation cette année, le CEFAN a dévoilé sa feuille de route avec Educatoin Out Loud pour l'année 2025. Est-ce que vous pouvez nous parler de ce partenariat ?

Le projet Education Out Loud ou Education à Voix haute a succédé depuis 2020 au projet du Fonds de la Société Civile de l'Education (FSCE) mis en œuvre entre 2009 et 2019. Le projet EOL qui est aujourd'hui à sa phase 3 est géré par l'ONG internationale Oxfam Danemark. C'est un projet intégré dans le programme

ronnement plus solide pour le plaidoyer de la société civile aux niveaux national et international.

Peut-on avoir une idée globale des faits d'armes de ce partenariat ?

Nos faits d'armes peuvent être perçus sous trois angles. Au plan institutionnel, nous voyons de plus en plus d'OSC adhérer à la coalition. Cela permet d'élargir notre base, notre ancrage et notre maillage territorial au regard du développement de nos représentations au niveau des régions administratives du Cameroun. Les organisations membres du CEFAN, et même celles qui n'en sont pas, bénéficient des renforcements des capacités sur diverses thématiques de l'éducation, ainsi que des renforcements sur les techniques de gestion de leurs organisations. Le CEFAN entretient des partenariats formels avec des institutions gouvernementales, des organisations internationales et des organisations locales.

Au plan programmatique, plusieurs activités sont mises en œuvre, entre autre des enquêtes et études sur des thématiques spécifiques à l'éducation, des campagnes et plaidoyers à l'aune des résultats des études et enquêtes ou alors lors de la célébration des événements internationaux liés à l'éducation, la production d'outils de communication à l'effet de relayer nos plaidoyers. J'en profite d'ailleurs pour annoncer que le site web de la coalition

gouvernementales de l'éducation, le système des Nations Unies et les partenaires bilatéraux du Cameroun, les syndicats et la société civile. A titre d'exemple, c'est dans le cadre du GLPE que le CEFAN fait l'écho de certains résultats de ses études qui, sont pris en compte notamment dans le cadre de l'élaboration du dernier Rapport d'état du

et Bagyeli dans la région du Sud Cameroun (PEPMA-SUD). Nous avons également continué de bénéficier des appuis en renforcement institutionnel de notre partenaire canadien, la fondation Paul Gérin-Lajoie à travers le Programme de coopération volontaire Compétences, Leadership et Education (PCV-CLÉ). Notre satisfaction est donc

des coalitions afin de leur apporter les soutiens nécessaires pour que ces derniers réalisent leurs objectifs.

A la moitié de l'année 2025, vous avez déjà mené différentes activités. Pouvez-vous nous en parler brièvement et nous présenter celles en perspective ?

« C'est un bilan positif et le CEFAN, dans son ensemble, peut en tirer une satisfaction légitime. Certes, je ne puis vous cacher que nous avons connu des secousses en interne, mais c'est le propre même d'une organisation. Nous avons su tenir la dragée, sous le bon œil du Conseil d'administration du CEFAN que personnellement et modestement je tiens à remercier pour toute la sagesse et le professionnalisme dont il a fait montre, ainsi que tous les membres de la coalition et les Coordinations régionales pour leur engagement dans l'ensemble des activités qui ont été déployées. »

système éducatif national (RESEN). Outre cet espace de dialogue, la coalition s'est créée elle-même d'autres cadres d'échanges et d'influence politique, notamment avec les parlementaires, les élus municipaux et même directement avec certaines structures gouvernementales.

Quel est votre niveau de satisfaction quant à l'atteinte des objectifs fixés ?

C'est un bilan positif et le CEFAN, dans son ensemble, peut en tirer une satisfaction légitime. Certes, je ne puis vous cacher que nous avons connu des secousses en interne, mais c'est le propre même d'une organisation. Nous avons su tenir la dragée, sous le bon œil du Conseil d'administration du CEFAN que personnellement et modestement je tiens à remercier pour toute la sagesse et le professionnalisme dont il a fait montre, ainsi que tous les membres de la coalition et les Coordinations régionales pour leur engagement dans l'ensemble des activités qui ont été déployées.

Au cours de l'année 2024, par exemple, le CEFAN n'a pas seulement mis en œuvre le projet EOL. D'autres projets ont été mis en œuvre à l'instar du Projet d'appui à l'amélioration des compétences numériques des acteurs de l'éducation de base dans les zones rurales au Cameroun (PACER) ; le Projet d'appui à la protection du droit à l'éducation des minorités autochtones Baka, Bakola

grande. Je suis satisfait de la manière dont les différents segments de la coalition opèrent (Conseil d'administration, Secrétariat exécutif, Coordinations, Membres). L'on voit un CEFAN qui grandit de plus en plus et c'est de bon augure. C'est l'occasion justement de remercier tous les partenaires qui ont œuvré à la bonne réalisation de nos activités. Je citerai, au plan local l'ensemble du GLPE, les parlementaires des Commissions de l'Education, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse de l'Assemblée nationale et du Sénat ; les mairies d'arrondissement et les OSC sœurs qui ont bien voulu cheminer avec nous au cours de l'année passée. Nos remerciements vont également à l'endroit d'Oxfam Danemark ; la Fondation Paul Gérin-Lajoie, le projet DIGITAL de la Giz, ANCEFA, GCE et la CCONG Education 2030.

S'il y avait à refaire, sur quels leviers appuyeriez-vous ?

Les coalitions de l'éducation de partout dans le monde ont pour souci majeur de pérenniser leurs plaidoyers. C'est également le souci de notre coalition ici au Cameroun, celui de mobiliser davantage de ressources pour pérenniser nos plaidoyers. Alors, je pense qu'il faut redoubler d'effort dans ce sens-là. D'un autre côté, les partenaires, surtout ceux qui interviennent dans les cadres de dialogue politique, doivent également s'atteler à comprendre davantage les missions et la pertinence

Comme vous l'avez dit, nous avons dévoilé cette année la feuille de route des activités du projet EOL et elles sont en train d'être mises en œuvre. Tout récemment, nous avons organisé une campagne nationale de rappel des engagements du gouvernement pour l'ODD4 Education en général, le financement de l'éducation en situation d'urgence en particulier. C'était au cours de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education. Outre les activités habituelles de renforcement des capacités de nos organisations, nous sommes en ce moment en train, d'une part de produire un rapport alternatif sur la mise en œuvre de l'ODD4 au Cameroun, et d'autre part de réaliser une évaluation de la mise en œuvre de CESA 16-25 au Cameroun. Et d'ici quelques mois, nous organiserons notre activité phare, le Forum SOLIDARITE EDUCATION (SOLID'EDUC), dont le thème portera sur le suivi de la politique nationale inclusive.

Sur un tout autre plan, en dehors du projet EOL, nous nous proposons de lancer la phase 2 du PEPMA que nous mettrons en œuvre cette fois-ci dans la région de l'Est. Evidemment, nous continuons et continuerons de rester dans les cadres de dialogue politique sur l'éducation auxquels d'ailleurs nous sommes très attachés. Enfin, nous lancerons les manifestations marquant les 20 ans de notre coalition, mais ça je pense que nous y reviendrons...

« C'est l'occasion justement de remercier tous les partenaires qui ont œuvré à la bonne réalisation de nos activités. Je citerai, au plan local l'ensemble du GLPE, les parlementaires des Commissions de l'Education, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse de l'Assemblée nationale et du Sénat ; les mairies d'arrondissement et les OSC sœurs qui ont voulu cheminer avec nous au cours de l'année passée. Nos remerciements vont également à l'endroit d'Oxfam Danemark ; la Fondation Paul Gérin-Lajoie, le projet DIGITAL de la Giz, ANCEFA et CCONG Education 2030. »

Le mandat du CEFAN tel que défini dans ses textes constitutifs consiste à assurer le suivi des politiques publiques de l'éducation par la recherche action, dont les résultats sont exploités pour effectuer des plaidoyers en faveur d'une éducation de qualité au Cameroun. Tout cela, afin que chaque enfant ou adulte ait accès à une éducation gratuite, inclusive et

« Plaidoyer et Responsabilité Sociale » du Partenariat Mondial pour l'Education (PME). Ce programme, financé par le PME, vise à soutenir l'engagement de la société civile dans la planification, le dialogue et le suivi du secteur de l'éducation ; renforcer la transparence, l'obligation des gouvernements à rendre des comptes en matière d'éducation ; et créer un envi-

www.cefan-coalition.org a été refait et qu'il est désormais en ligne. Au plan du dialogue politique sur l'éducation, la coalition est membre très actif du Groupe Local des Partenaires pour l'Education (GLPE) qui à nos yeux représente le cadre par excellence d'échange sur les politiques de l'éducation. C'est un cadre qui regroupe l'ensemble des sectorielles

PLANIFICATION

Le CEFAN élabore son Plan Stratégique 2026-2030

Un atelier tenu au siège de l'organisation non gouvernementale a permis de faire un diagnostic et de proposer les grands axes de ses actions pour les cinq années à venir. Le processus enclenché, qui va courir jusqu'à la fin de cette année, va aboutir à la détermination des objectifs stratégiques et spécifiques, ainsi que des actions prioritaires.

Par Claude Charly Fonkem

Les 5 et 6 août 2025, la Cameroon Education For All Network (CEFAN) a accueilli en son siège sis à Ahala-Yaoundé, une session de travail importante pour son avenir. Une trentaine de représentants d'organisations de la société civile, membres de cette ONG de droit camerounais, était en effet réunie dans le cadre de l'élaboration de son Plan Stratégique 2026-2030. Tenus en présence de Marie-Noëlle Pauline Edith Etobé, Présidente du conseil d'administration du CEFAN, les travaux étaient dirigés par Claude François Kamen, Consultant et patron du cabinet dénommé Centre de Promotion des Initiatives de Développement local Inclusif (CEPIDEL).

L'atelier avait pour principal but de faire un diagnostic organisationnel et de définir les objectifs du CEFAN pour la période allant de 2026 à 2030. Il s'est spécifiquement agi d'actualiser la vision, les missions et les valeurs de l'organisation non gouvernementale, de proposer des axes stratégiques et les actions majeures pour la période



indiquée, assortis des indicateurs de performance, et d'identifier les options pour définir la théorie du changement de la coalition pour la période 2026-2030.

Exercice primordial

Comme l'a rappelé la PCA du CEFAN en ouvrant les travaux, en 2018, le CEFAN a élaboré un Plan stratégique 2019-2021 avec une partie du Fonds de la Société Civile pour l'Éducation. Ce plan a été révisé en 2021 pour un nouveau plan 2022-2025, qui se termine en décembre prochain. Il est donc néces-

saire de l'actualiser pour les cinq prochaines années.

Un exercice primordial qui vise à inclure des thèmes émergents dans l'éducation comme l'éducation transformatrice, l'intelligence artificielle, l'éducation inclusive sensible au genre, l'éducation à l'environnement et au développement durable, l'éducation à la vie familiale, la qualité de l'enseignant, l'alphabétisation et l'éducation non formelle, l'éducation en situations d'urgence, la gouvernance et le financement de l'éducation, les politiques éducatives et la veille citoyenne, l'éducation de la

petite enfance et la gratuité de l'éducation, la marchandisation et la privatisation de l'éducation, la participation civique dans les cadres de dialogue politique en matière d'éducation.

Les participants à l'atelier d'Ahala ont procédé à un diagnostic qui a abouti à des constats cruciaux. Ils ont également présenté les orientations ou axes stratégiques qui leur semblent importants, ainsi que les actions à mener. Enfin, il a été établi un tableau présentant les changements visés par la Coalition au cours des prochaines années.

Cette étape n'est qu'un des points du processus enclenché par le CEFAN. Après cet atelier, le consultant et son équipe vont continuer leur revue documentaire, analyser et approfondir les éléments recueillis lors de l'atelier, puis un draft sera élaboré et proposé au Secrétariat exécutif du CEFAN. Une fois ledit draft validé, il sera restitué en atelier pour amendement. Enfin, il sera présenté au Conseil d'administration du CEFAN pour adoption. Le chronogramme de toutes ces activités prévoit que le Plan Stratégique 2026-2030 soit prêt au plus tard en décembre prochain...

CEFAN - PROGRAMME CLÉ Partenariat renouvelé



La Cameroon Education For All Network et le Programme de coopération volontaire Compétences, Leadership, Éducation ont signé un nouveau protocole d'entente pour renforcer leur action commune en faveur de l'amélioration de l'éducation au Cameroun.

Par Alain Noah Awana

Le protocole d'entente, le 3^e du genre, a été paraphé le 30 juillet 2025 par Josué BALOMA, Coordonnateur National du CEFAN, et Isabelle NGAPA, Représentante pays du Programme CLÉ. Les deux partenaires s'engagent, plus que jamais, à œuvrer pour l'amélioration de l'éducation au Cameroun. La convention en question rentre dans le cadre d'un partenariat entre le CEFAN et un collectif d'ONG canadiennes dont le chef de file est la Fondation Paul Gérin-Lajoie. Ledit collectif a reçu, en 2020, une subvention sur une durée de 7 ans, de la part du gouvernement canadien à travers Affaires mondiales Canada, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de coopération volontaire Compétences, Leadership, Education (PCV-CLÉ). Ce dernier s'étend sur 6 pays en Afrique (Bénin, Cameroun, Guinée, Rwanda, Sénégal, Togo). Il y appuie 45 partenaires, aussi bien des organisations de la société civile (OSC) que des institutions étatiques. Au Cameroun, le Programme CLÉ a noué des partenariats avec une dizaine d'institutions parmi lesquelles le CEFAN qui s'est positionné comme un de ses partenaires majeurs. Le PCV-CLÉ travaille aussi avec des institutions publiques du secteur de l'éducation et de la formation, en l'occurrence le MINESUP, le MINESEC, le MINEDUB, le MINEFOP, etc. Il a trois principaux objectifs dans le pays : contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base et de la formation professionnelle et technique ; rendre l'environnement éducatif plus sensible à la question genre et à l'inclusion des personnes en situation de vulnérabilité ; et favoriser l'autonomisation des femmes et des filles.

Objectifs communs

Le CEFAN et le Programme CLÉ se rejoignent principalement sur les deux premiers objectifs. S'agissant de l'amélioration de la qualité de l'éducation de base et de la formation professionnelle et technique, l'ONG de droit camerounais reçoit un certain nombre de coopérants volontaires internationaux qui l'aident à développer ses politiques, à améliorer ses interventions dans le secteur éducatif sur plusieurs thématiques comme le plaidoyer, l'inclusion, l'introduction des TIC dans les milieux éducatifs, etc. Pour ce qui est de l'approche genre et de l'inclusion des personnes vulnérables, le PCV-CLÉ accompagne le CEFAN dans la mise en œuvre de microprojets pour aider les filles scolarisées à s'orienter davantage vers les filières scientifiques et techniques. Il s'agit aussi d'œuvrer pour la scolarisation des populations autochtones.

CLAUDE FRANÇOIS KAMEN

« Nous aurons un plan stratégique adéquat pour aider le CEFAN à avancer »

Le consultant qui diligente l'élaboration et l'adoption du Plan Stratégique 2026-2030 du CEFAN revient sur l'atelier organisé en août et qui, selon lui, a porté des fruits.

Propos recueillis par Alain Noah Awana

Au terme de ces deux jours de travaux à propos du Plan Stratégique du CEFAN pour les cinq prochaines années, que peut-on retenir concrètement ?

Nous avons travaillé d'arrache-pied durant ces deux jours qui se sont finalement avérés insuffisants pour terminer ce que nous avions à faire. Avec l'ensemble des participants qui sont les membres du CEFAN, nous avons travaillé sur les principaux axes stratégiques. Il faut rappeler que nous devons élaborer le Plan Stratégique du CEFAN allant de 2026 à 2030. Nous avons donc exploré ces différents axes et nous avons défini les objectifs, avant de tabler sur les résultats. C'était un travail que nous pouvons appeler « collecte des données » que nous allons apprécier, analyser et enrichir pour qu'à la

fin, nous puissions avoir un plan stratégique adéquat qui puisse aider le CEFAN à avancer.

Nous avons donc travaillé sur des points essentiels, mais nous n'avons pas pu achever la partie concernant la période de changement. En effet, dans l'élaboration d'un plan stratégique, il faut insister sur les axes sur lesquels on va impulser le changement par rapport à nos activités. C'est sur ces points que nous allons continuer à échanger avec les participants, à les consulter, de manière à ce que nous ayons un draft à soumettre au CEFAN. Et d'ici la fin du mois de septembre, nous aurons un atelier de restitution de tout ce que nous avons fait.

Quelle appréciation faites-vous de la participation des membres du CEFAN à cet atelier ?

Les participants à cet atelier ont été très dynamiques. Au cours d'une session com-



me celle-ci, on attend des participants, non pas qu'ils viennent imposer leurs idées, mais que les échanges soient contradictoires et constructifs. Et nous l'avons eu durant cet atelier. Nous avons eu des participants qui avaient leurs idées qu'ils jugeaient importantes, d'autres qui tenaient mordicus à leurs propositions, mais à la fin on parvenait toujours à un consensus. Donc, la participation était active. Nous étions là pour faciliter les échanges et c'est ce que nous avons obtenu. Bien plus, les contributions des uns et des autres ont été très

pertinentes. Ce sont des professionnels et leurs contributions sont très riches.

Quid de la suite de l'élaboration de ce plan stratégique ?

Nous avons fait un travail de débrayage. En back office, nous allons mieux approfondir le travail. Et comme nous l'avons dit, nous allons continuer à faire la revue documentaire pour enrichir les différentes données que nous avons collectées. Nous allons par la suite proposer ce travail aux participants, surtout pour les points qui n'ont pas été approfondis durant l'atelier. Ensuite nous allons élaborer un draft que nous proposerons au Secrétariat exécutif du CEFAN, et cela va nous conduire à un atelier de restitution, pour davantage enrichir le document. Et en dernier ressort, nous pensons qu'en décembre, nous proposerons la mouture finale au Conseil d'administration du CEFAN pour validation.

EDUCATION INCLUSIVE

Le CEFAN-Centre renforce la stratégie de plaidoyer

La Coordination régionale de la Cameroon Education For All Network a renforcé les capacités des collaboratifs d'apprentissage locaux aux techniques de plaidoyer et de sensibilisation communautaire sur le droit à l'éducation des enfants vivant avec handicap (EVH).

Par Pascal Modo Belibi

« Renforcer les compétences des collaboratifs d'apprentissage locaux en matière de plaidoyer et de sensibilisation communautaire pour promouvoir l'accès équitable à l'éducation des enfants vivant avec un handicap ». Tel était l'objectif visé par l'atelier organisé récemment par la Coordination de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) pour la région du Centre. Pas moins de 25 représentants d'organisations de la société civile et d'institutions publiques camerounaises ont ainsi été dotés de

connaissances approfondies sur l'éducation inclusive et les droits des enfants vivant avec un handicap (EVH). Mais aussi, ils ont été formés aux techniques et stratégies de plaidoyer adaptées au contexte local. Enfin, leurs compétences ont été développées en termes de conception et de mise en œuvre d'actions de sensibilisation communautaire participatives. La formation de deux jours a notamment permis aux bénéficiaires de mieux connaître le cadre juridique et politique relatif à l'éducation inclusive et les droits des EVH. Elle aura égale-

ment été l'occasion pour eux d'appréhender les techniques de plaidoyer. Une phase au terme de laquelle ils peuvent désormais mieux identifier les parties prenantes et les alliés stratégiques ; élaborer avec plus de clarté les messages efficaces ; et définir avec plus de précision les stratégies d'influence et le suivi des actions. S'agissant de la sensibilisation communautaire, la formation était axée sur les méthodes participatives et la mobilisation sociale, mais également sur la conception de campagne et les outils de communication adaptés.



REACTIONS

« Les participants maîtrisent mieux comment conduire une campagne dans le cadre du plaidoyer et de la promotion des droits des EVH »

François Nkeumi,
Coordonnateur CEFAN-Centre

en matière d'éducation inclusive pour les enfants vivant avec un handicap dans la région du Centre. Cet atelier a donc réuni les responsables associatifs qui encadrent les enfants vivant avec un handicap et tous ceux qui ont quelque chose à apporter dans cette thématique très importante qui est d'actualité au Cameroun. Nous leur avons permis d'avoir une idée précise sur la conduite d'une campagne sur le terrain dans le cadre du

plaidoyer et de la promotion des droits des enfants vivant avec un handicap. Ils s'en vont donc avec des connaissances, des expériences qui leur permettra d'améliorer ce qu'ils font dans différents localités de la région du Centre. Ce qui permettra à tous ceux qui s'intéressent à la question de l'éducation inclusive de pouvoir changer leur façon de faire afin qu'un plus grand nombre d'EVH de la région puissent être atteints.



Une enquête a été conduite sur le terrain relativement à l'éducation inclusive dans plusieurs arrondissements de la région du Centre. C'est ainsi que nous avons décidé de réunir tous les intervenants que l'on appelle les collaboratifs d'apprentissage, qui ont participé à cette étude, pour voir avec eux ce qu'on peut faire



« Nous savons mieux élaborer et mener le plaidoyer en fonction de nos objectifs »

Vanessa Kengne, Présidente
Association Triso-Cœur

centuer notre sensibilisation et toucher une plus large communauté, un plus grand public. De même, nous savons mieux comment élaborer et mener le plaidoyer en fonction des objectifs que nous nous sommes fixés au sein de notre association. Pour ce qui s'agit de Triso-Cœur, il faut dire que nous avons un centre pour enfants à besoins spécifiques, qui prend en charge les autistes, les trisomies et d'autres symptômes notamment liés au handicap mental. En fait, nous œuv-

rons pour une éducation inclusive car au bout de trois ans environ, les enfants pris en charge sont capables de rejoindre une école ordinaire, tout en étant toujours suivi par un spécialiste en fonction de ses besoins. Et les résultats sont encourageants. Par exemple, pour cette année scolaire 2025-2026, nous avons deux enfants qui intègrent des écoles ordinaires, l'un à la SIL dans la section francophone et l'autre en Class 2 dans la section anglophone.

HOMMAGE | ADIEU, Hervice !

C'est avec une profonde douleur que la Cameroon Education For All Network a appris le décès subit de Taako Poutchoko Hervice Ledoux, survenu dans l'après-midi du vendredi 25 juillet 2025. C'est également dans la tristesse que les membres de la Coalition se sont mobilisés pour l'accompagner à sa dernière demeure, le samedi 30 août 2025, et lui rendre un vibrant et vivant hommage pour tout le travail accompli en faveur de la Coalition.

Né le 09 Juillet 1976 à Douala de feu Papa Ngamako René de la Famille Soh Ngamako à Koba par Bakou et de feu Maman Dodong Anne de la Famille Ndomariki à Nkondjock (Yabassi), Hervice Ledoux a fait sa scolarité à Garoua, puis à Douala où il obtiendra son Baccalauréat série D. Il entre dans le monde des affaires d'abord en intermédiation au Bureau des Transports, pour ensuite s'envoler pour la Turquie, Dubaï, puis au Sultanat d'Oman où il établira un

solide réseau d'affaires. Bien que très actif dans les milieux d'affaires, il aura marqué de son empreinte la société civile camerounaise. Cet expert en communication, en développement personnel, en entrepreneuriat et leadership, a largement contribué au rayonnement du CEFAN comme chargé des programmes à la coordination régionale du Littoral. L'Association pour la Promotion de l'Entrepreneuriat et le Leadership (APPEL), dont il était le président, a toujours

été membre très actif de la Coalition, accompagnant celle-ci dans l'atteinte de ses objectifs. Taako Poutchoko Hervice Ledoux laisse un grand vide au sein du CEFAN, tant sur le plan professionnel que sur le plan humain. D'habitude jovial, Hervice Ledoux savait répandre la bonne humeur et transmettre son enthousiasme aux autres. Il laisse dans la douleur ses collègues et collaborateurs, ses amis, ses frères et sœurs, son épouse et ses enfants qu'il chérissait profondément.



PROMOTION DE L'ÉDUCATION INCLUSIVE

L'alliance CEFAN - AGBETSI formalisée

Les deux organisations de la société civile sont désormais liées par un protocole d'accord en vue d'apporter leur contribution à la planification, au dialogue et au suivi des politiques publiques en faveur de l'éducation de manière générale, et plus particulièrement de l'éducation inclusive.

Par Yanick Amaning

La collaboration a été formalisée le 1er août 2025 par les signatures de Josué Baloma, Coordonnateur National de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) et Mawussi Koutodjo, Directeur de AGBETSI Cameroon, en présence de leurs collaborateurs respectifs, au siège du CEFAN. Par cet accord, les deux organisations désormais partenaires s'engagent à travailler main dans la main pour apporter leur contribution à la planification, au dialogue et au suivi des politiques publiques en faveur de l'éducation de manière générale, et plus particulièrement de l'éducation inclusive. De manière plus spécifique, le protocole vise à construire une collaboration à valeur ajoutée entre le CEFAN



et AGBETSI ; à assurer le suivi budgétaire de l'Etat en matière de l'éducation inclusive ; organiser des rencontres avec les parlementaires et les membres du gouvernement ; à faire des plaidoyers basés sur les évidences pour l'amélioration du système éducatif ; à contribuer à l'amélioration de l'environnement scolaire, pour le rendre sûr, protecteur, résilient

et favorable aux apprentissages de qualité et d'équité grâce à une attention particulière accordée au développement des infrastructures, de la gestion des systèmes d'information et des équipements, à la formation initiale et continue des enseignants et à l'amélioration des pratiques d'enseignement.

Education inclusive

L'accord entre le CEFAN et AGBETSI permettra également de contribuer à la promotion de l'éducation inclusive au Cameroun, laquelle n'est toujours pas une réalité malgré la volonté et les réformes des pouvoirs publics. Tout comme il leur permettra de contribuer à l'amélioration de la gouvernance et du pilotage du système éducatif. Comme autre objectif que l'on peut citer,

il s'agit de contribuer au renforcement de la citoyenneté et de l'engagement civique ; et d'intensifier le dialogue pour la recherche des réponses aux contraintes éventuelles à la réalisation des objectifs communs visés.

Pour y parvenir, le CEFAN et AGBETSI ont pris certains engagements immédiats. Chacune d'elles s'engage à impliquer son partenaire dans la mise en œuvre de ses activités, notamment en ce qui concerne le plaidoyer aux plans national et local pour une éducation de qualité et inclusive au Cameroun ; à partager les informations et les données factuelles fiables sur l'éducation inclusive et autres thématiques du domaine de l'éducation. Leur expertise respective sera également mise à disposition en vue de l'atteinte des objectifs

communs poursuivis ; et s'impliquer mutuellement, autant que faire se peut, dans ses activités de mobilisation des ressources, surtout dans la thématique principale objet de la collaboration. Il s'agira aussi de mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation à l'échelle nationale, régionale et locale pour faciliter la réalisation des activités conjointes.

Le Coordonnateur National du CEFAN et le Directeur de AGBETSI Cameroon se disent satisfaits de cet accord qui devrait aboutir à une collaboration fructueuse, avec un impact significatif sur le secteur éducatif camerounais. D'ailleurs, les deux parties sont déjà à pied d'œuvre avec le démarrage de certaines activités, notamment dans le domaine de la communication, afin d'accroître leur visibilité et leur audience.

MAWUSSI KOUTODJO

«Travailler ensemble, c'est agrandir l'audience pour plus de résultats et d'impacts»

Le Directeur de l'ONG AGBETSI revient sur l'importance du protocole d'accord signé avec le CEFAN. Selon lui, ce partenariat devrait permettre mutuellement aux deux organisations d'atteindre certains objectifs en termes d'amélioration du système éducatif camerounais.



Propos recueillis par Alain Noah Awana

Monsieur le Directeur, au sortir de la signature de ce protocole d'accord avec votre nouveau partenaire, les lecteurs de «La Lettre du CEFAN» voudraient mieux connaître votre organisation...

AGBETSI est une association non gouvernementale, apolitique, à but non lucratif et sans affiliations religieuses dont l'objectif est la promotion de l'éducation et de la formation créatives pour le développement durable. AGBETSI a vu le jour le 19 juin 1996. AGBETSI croit que chaque être humain peut réaliser son potentiel et réussir dans la vie. AGBETSI promeut l'enseignement animé et créatif de la maternelle au niveau supérieur. C'est-à-dire que l'animation du savoir et la créativité sont les deux

éléments clés que AGBETSI apporte au système éducatif au Cameroun et en Afrique.

Qu'est-ce qui vous a motivé à finaliser cette alliance avec le CEFAN ?

Le CEFAN œuvre dans le domaine de l'éducation ; il est le Réseau National des organisations qui travaillent dans le domaine de l'éducation au Cameroun. AGBETSI croit au partage et à l'échange du savoir, de la connaissance et de l'information. AGBETSI croit à la dynamique de faire ensemble. Travailler avec des partenaires est important dans la réalisation des objectifs éducatifs et surtout de l'objectif de la promotion de la qualité de l'éducation.

En quoi cette nouvelle collaboration peut-elle aider AGBETSI à mieux déployer ses activités et atteindre ses objectifs ?

Les deux organisations ont une

large audience. Travailler ensemble c'est comme on pourrait dire agrandir l'audience pour plus de résultats et d'impacts. Faire ensemble est toujours plus productif que faire seul. Dans cette dynamique de faire ensemble, le CEFAN peut apprendre d'AGBETSI et AGBETSI peut apprendre du CEFAN. Par exemple, le CEFAN et AGBETSI viennent d'initier une émission radiophonique dénommée « Education Plus ». C'est une collaboration qui permettra de travailler ensemble pour sensibiliser et former un public plus large.

Pour terminer, pouvez-vous jeter un regard sur le système éducatif camerounais, surtout en ce qui concerne l'inclusion des enfants en situation de vulnérabilité dans ledit système ?

Puisque vous évoquez des enfants, l'éducation inclusive c'est permettre, dans un système éducatif, aux enfants en situation de handicap et

aux enfants en situation de non handicap de bénéficier de l'éducation et de la formation de qualité.

Le gouvernement fait des efforts dans le développement et l'implémentation de l'éducation inclusive. Les associations et les structures locales y contribuent, de même que les organisations internationales. Cependant, il faut un plaidoyer fort de changement radical des mentalités pour aider les citoyennes et les citoyens à développer une mentalité inclusive.

Nous n'avons pas seulement besoin d'une éducation inclusive, il faut aussi du travail inclusif. La personne en situation de handicap n'a pas besoin de pitié ; elle a besoin que ses droits soient respectés. Tous les parents n'ont pas fait de la sorcellerie avec leurs enfants, il y a des parents qui sont victimes des circonstances de la vie. Il nous faut des efforts supplémentaires en éducation inclusive et en travail inclusif.

ANNONCE

Les grands axes opérationnels du Cefan

★ Renforcement des capacités

A travers des activités de formation, d'information et d'éducation, le Cefan entend doter les OSC des aptitudes et des dispositions pour le suivi des politiques publiques de l'éducation; la gestion des programmes et projets.

With regards to training, information and education, Cefan intends to offer to CSO certain abilities and guidelines to follow in the public education policies; the management of programs and projects.

★ Développement des partenariats

Afin d'accroître l'impact de ses actions et ceux de ses membres, le Cefan entend promouvoir le développement des partenariats entre ses membres, avec les pouvoirs publics et les organisations internationales.

★ Developing partnerships

In order to feel the impact of her actions and that of its members, Cefan wishes to promote the development of partnerships between its members, inline with the general public and international organizations.

★ Plaidoyer

La défense et la protection du droit à l'Education pour tous est la vocation première du Cefan. Afin d'apporter sa contribution à l'atteinte des objectifs fixés par les Nations Unies à Dakar en 2000 et à Incheon en 2015, elle entend mener un plaidoyer en tout lieu et en tout temps pour une Education pour tous.

★ Advocacy

The defense and protection of the right to education for all is the primary vocation of Cefan. In order to bring her contribution to attain certain definite objectives put in place by United Nations at Dakar in 2000 and in Incheon in 2015, she intend to defend at all times and place the Education of each and everyone.

Adhésion au Cefan

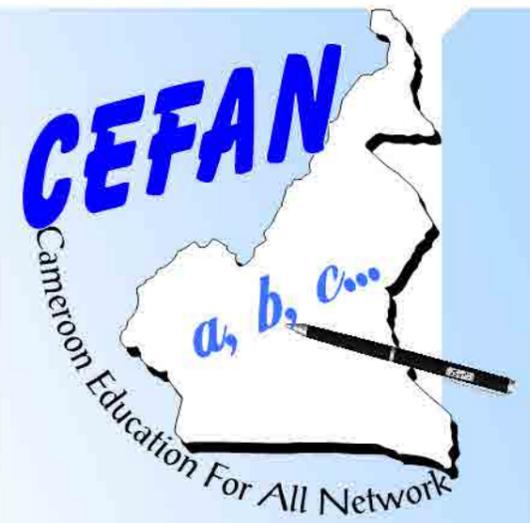
Toute OSC œuvrant dans le secteur de l'éducation peut adhérer au Cefan. Les conditions d'adhésion sont fixées par règlement intérieur.

Any CSO working in the sector of education can adhere to Cefan. The conditions of membership are fixed by internal rules and regulations.

Frais d'adhésion / *adhesion fees*: 15 000 Fcfa

Les partenaires du Cefan

- OXFAM-Danemark
- GIZ
- Unesco
- PLAN International Cameroun
- Campagne Mondiale pour l'Education (CME)
- African Network Campaign on Education For All (ANCEFA)
- Consultation Collective des ONG sur l'Education Pour Tous (CCONG-EPT)
- Partenaires institutionnels: Tous les Ministères en charge de l'éducation au Cameroun
- Membre du Groupe Local des Partenaires de l'Education (GLPE)
- Réseau de lutte contre la marchandisation et la privatisation de l'éducation
- Coalition éducation



Pour l'épanouissement de toutes et de tous par le biais de l'Education

For the blooming of all by the means of Education

Cameroon Education For All Network (CEFAN)

Siège Social: Yaoundé-Cameroun
Face Château Camp-Tunisien, Entrée Bocom AHALA

B.P : 14 328 Yaoundé – Cameroun

E-mail : cefan2015@gmail.com

Tél : (00 237) 656 85 3709 / 675 22 50 69

Site web: www. Cefan-coalition.org

Genèse du Cefan

Dans le cadre de la recherche des voies et moyens pour améliorer leurs performances sur le terrain, des Organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans le l'Education ont mis en place le 29 juin 2005 à Yaoundé, un groupe de travail (Task Force). Celui-ci avait entre autre mission de :

- Identifier les OSC qui travaillent dans tous les secteurs de l'Education formelle, non formelle et informelle ;
- Mettre en place des conditions pour la création d'une coalition des OSC œuvrant dans l'Education ;
- Préparer et convoquer une assemblée générale des OSC de l'Education.

A la suite de ce travail, la "Cameroon Education For All Network" en abrégé CEFAN, coalition des OSC œuvrant dans le secteur de l'Education, verra le jour le 21 Octobre 2005 au cours d'une assemblée constitutive à laquelle ont participé plus de soixante OSC venues de tous les coins du Cameroun.

History of Cefan

Cefan is a network made of Organizations of the civil society working in the sector of education. It was created on October 21, 2005 during a concertation meeting of more than sixty CSOs from all over Cameroon. And it was the result of a meeting held on June 29, 2005 in Yaoundé during which a working group (Task force) was set up with the major Education CSOs organisations. The mission of the Task Force was:

- to identify the CSOs working in all domains of formal and non formal education;*
- to produce various texts of the coalition while taking into consideration the various good and unhappy experiences;*
- to prepare and convene a general assembly of the CSOs in education*

Statut du Cefan: Le CEFAN est une ONG de droit camerounais suivant l'ARRETE N° 000007/A/ MINAT/SG/DAP/SDLP/SONG/BA du 14 février 2024

Finalité : contribuer à l'épanouissement de la société camerounaise par le biais de l'éducation.

Goal: *Contribute to the development of the Cameroonian society by the means of education.*

Objectifs du Cefan

- Créer un cadre d'échanges et de collaboration pour coordonner les actions des ONG/association membres dans la recherche des solutions aux problèmes de l'éducation;
- Participer à toutes les étapes du processus éducatif au Cameroun ;
- Promouvoir l'Education intégratrice ;
- Evaluer les insuffisances du système éducatif, proposer des mesures correctives et rendre position contre toutes les politiques dont l'application est contraire aux idéaux de l'Education de qualité pour tous;
- Influencer sur les politiques éducatives pour l'accès à une éducation de qualité pour tous au Cameroun;
- Œuvrer à une synergie d'action avec d'autres réseaux de la société civile poursuivant les mêmes objectifs tant au niveau national qu'international;
- Développer l'échange d'expertise et l'assistance technique entre ses membres afin de renforcer leur professionnalisme;
- Collecter et diffuser toute information utile entre ses membres et apporter au besoin un appui pour leur formation;
- Capitaliser et diffuser les expériences porteuses de ses membres;
- Rechercher les ressources pour appuyer les programmes du réseau
- Renforcer le partenariat avec l'Etat et l'ensemble des partenaires au développement;
- Elaborer et mettre en œuvre des plans d'actions concertés;
- Contribuer à la satisfaction des besoins éducatifs des jeunes et des adultes afin d'améliorer les niveaux d'alphabétisation;

Objectives of Cefan

- *To create a framework of exchanges and collaboration in order to coordinate the actions of the members in the search of solutions to the problems of education;*
- *To take part in all the stages of the educational process in Cameroon;*
- *To promote inclusive education;*
- *To evaluate the insufficiencies of the educational system, to put forward other measures and opinions as to stand against all the policies whose applications contrary to the ideals of the education of quality for all;*
- *To influence the educational policies for quality access for education for all in Cameroon;*
- *To work in synergy with other network of the civil society pursuing the same goals at national and international levels;*

- *To develop an exchange expertise and technical assistance between its members to reinforce their professionalism;*
- *To collect and disseminate useful information between its members that contribute to their needs and their training;*
- *To capitalize and disseminate good practices of its members;*
- *To seek resources for the programs of the network;*
- *To reinforce partnership with the state and other development partners;*
- *To work out and implement action plans concerted;*
- *To contribute satisfactorily to the educational needs of the young people and adults, in order to improve the levels of illiteracy.*

Les Organes du Cefan | Cefan's Organs

- ▶ l'Assemblée Générale | *The general meeting*
- ▶ le Conseil d'Administration | *The Board*
- ▶ le Secrétariat Exécutive | *The Executive Secretariat*
- ▶ les Coordinations régionales | *Regional Coordinations*

Le Conseil d'Administration du Cefan(2024-2026)

Président.e: **ETOBE Marie Noëlle** (FEMINA/Yaoundé)

Vice-président.: **Shufai* NDZELEN Benjamin** (PEW/Buéa)

Conseiller Général : **MBASSI Thobie** (FECASE/Yaoundé)

Membres :

KAFFO Roger (SNAES/Bafoussam)

AROGA Désiré (DEI-Cameroun/Yaoundé)

BIHINA Philomène (RECAEME/Yaoundé)

AMANA Céline (CSP-Est/Bertoua)

SANGON Bienvenu (LESDA/Ngaoundéré)

TOMOH Joseph (Teacher/Yaoundé)

Les Groupes Thématiques

- 1) Education de Qualité et Condition de l'Enseignant
- 2) Education Inclusive, Genre et Petite Enfance
- 3) Education en Situation d'Urgence
- 4) Alphabétisation et Education Non formelle
- 5) Education à la Citoyenneté et au Développement Durable
- 6) Gouvernance et Financement de l'Education